

Le régime des autorisations d'urbanisme, prévu par le Code de l'Urbanisme, a longtemps fait l'objet de nombreuses critiques. Aussi, cette réglementation vient de subir une refonte profonde portant notamment sur la redéfinition du champ d'application et de simplification des règles de délivrance des déclarations et autorisations d'utiliser le sol. Elle porte également sur le regroupement des procédures de délivrance des actes et sur la redéfinition des procédures de contrôle de la conformité des travaux.

Toutefois avant cette réforme, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2007, l'édification des clôtures devait faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme (déclaration de travaux). Désormais, ces réalisations sont dispensées de toute formalité au titre du Code de l'Urbanisme (art R 421-2g et R421-12), sauf dans les cas suivants :

- dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité
- dans le champ de visibilité d'un monument historique
- dans une ZPPAUP
- dans un site inscrit ou classé
- dans un secteur délimité par un PLU en application du 7^o de l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme (espace protégé)
- **dans une Commune ou partie de Commune où le Conseil Municipal a décidé de soumettre l'édification des clôtures à déclaration préalable.**

Aussi, afin de maintenir un contrôle sur ce type de construction et leur conformité par rapport à la règle d'urbanisme contenue dans le POS de la Commune, il est nécessaire que le Conseil Municipal décide de soumettre l'édification des clôtures à déclaration préalable sur l'ensemble de son territoire.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

à la majorité, par :

- 28 voix pour
- 1 absent au moment du vote,

DECIDE

- que l'édification des clôtures soit soumise à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal.

Le 02 janvier 2008

Le Maire



André BOREL